

PROGRAMME DE RECHERCHE N°1

CONTRIBUTION PAR L'ARCHIVE AU RENOUVEAU DE "L'HISTOIRE COLONIALE". ÉVOLUTION DES VILLES MAGHRÉBINES SOUS DOMINATION FRANÇAISE. URBANISME, ARCHITECTURE, PATRIMOINE.

Charlotte JELIDI est historienne de l'art et chercheuse post doctorante à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, où elle dirige le programme intitulé : *Contribution par l'archive, au renouveau de « l'histoire coloniale »*. *Evolution des villes maghrébines sous domination française et italienne. Urbanisme, architecture, patrimoine.* Elle est l'auteur de plusieurs articles sur la politique patrimoniale et le fabrication de la ville nouvelle de Fès durant la période coloniale.

R ecrutée en octobre dernier, j'ai le plaisir de coordonner, au sein de l'IRM, un programme de recherche visant à contribuer au renouveau de « l'histoire coloniale », à travers l'étude de l'évolution des villes maghrébines sous domination italienne et française, dont la première séance de travail, qui réunira une quinzaine de chercheurs maghrébins et européens, aura lieu les 16 et 17 avril prochain.

Après avoir été longtemps écarté des champs de recherche, le « fait colonial » est aujourd'hui réinvesti. Mais, encore trop emprunte de passion, l'histoire coloniale se confond souvent avec une histoire des dominations indépendante des histoires nationales. Ce travers a été récemment dénoncé par Jean-Frédéric Schaub¹ qui pose la question du bien fondé de la catégorie « étude coloniale » et invite les chercheurs à adopter une approche transversale et à éviter d'aborder cette histoire comme une « catégorie d'étude qui continue à se tenir à l'écart de l'histoire nationale ou métropolitaine »². Notre projet, bien qu'estampillé « colonial » a pour ambition d'éviter la tendance dénoncée par J.-F. Schaub et de contribuer au renouveau historiographique en cours en abordant, grâce aux archives, les villes du Maghreb placées sous domination italienne et française non comme les matérialisations de formes de domination exogène mais comme le résultat de processus collectifs complexes dans lesquels la société civile a pris part. Il ne s'agit pas seulement d'étudier les doctrines ou les formes architecturales et urbaines, mais véritablement d'interroger les processus à l'œuvre, en questionnant non seulement l'élaboration des théories qui sous-tendent les opérations d'urbanisme, mais aussi leur application, notamment en analysant les jeux

d'acteurs qui influencent leur adaptation. L'histoire des villes en période coloniale ne doit pas se limiter à l'étude des modèles. Ce n'est pas le haut de la pyramide administrative qui impose un idéal urbain, mais tout un système d'acteurs qui, à force d'entretiens, d'accointances et de compromis, créent une ville modelée tant par leurs ambitions, les circonstances, que par les hasards et parfois aussi les inerties.

Le programme de recherche que nous proposons s'inscrit dans le cadre d'un renouveau historiographique mis en marche depuis les années 1990, grâce à l'ouverture de fonds d'archives.

Longtemps, l'analyse des relations entre formes urbaines et/ou architecturales et politiques a dominé la production scientifique. Plusieurs chercheurs ont en effet étudié la ville comme si ses formes étaient déterminées uniquement par le mode de gestion du territoire dans lequel elles s'insèrent. Ainsi François Béguin³ éclaire l'évolution de la politique coloniale française à la lumière de son impact sur les morphologies urbaines et architecturales, en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Il oppose un « style de vainqueur » imposé en Algérie, qui affirme la présence française et nie le passé des territoires occupés, à un « style du protecteur », qui atteint son paroxysme avec la politique urbaine lyautéenne et la préservation des médinas marocaines par la création de villes nouvelles en dehors mais à proximité des villes anciennes. La corrélation entre stratégies expansionnistes et modelage de l'espace urbain a également été analysée par Saïd Almi⁴ qui étudie les évolutions urbaines dans l'Algérie colonisée au regard des politiques d'association puis d'assimilation. Gwendolyn Wright⁵ a également observé les relations que noue la politique impérialiste dite d'association avec la reconfiguration de l'espace urbain, par le

biais d'une étude comparative des doctrines développées dans trois territoires sous domination française : l'Indochine, Madagascar, et le Maroc. Cette tendance est particulièrement vraie pour la Libye, architecture et politique fasciste (en particulier) étant souvent mises en abyme⁶. Ces chercheurs ont en commun d'avoir utilisé comme sources les documents élaborés à l'époque coloniale, et pas, ou peu, la matérialité des formes urbaines produites qui, souvent, diffèrent de celles projetées. Ils ont étudié des doctrines, des villes idéelles, pour mettre à jour des modèles urbains spécifiques au mode de gouvernement.



Depuis les années 1990, plusieurs chercheurs ont interrogé, essentiellement à partir de fonds conservés en France, la circulation des modèles urbains (Hélène Vacher⁷, Zeynep Çelik⁸ ou plus récemment Joe Nasr⁹ et Mercedes Volait¹⁰, etc.), celle des modèles architecturaux (notamment Nathalie Bertrand). Ils ont étudié ces transferts, en analysant la formation des réseaux professionnels (architectes et urbanistes) et la législation, et ils ont mis en rapport ces éléments avec le développement de l'urbanisme, alors discipline naissante, en métropole. Ces études portent essentiellement sur les grandes agglomérations maghrébines, capitales administratives ou économiques, mieux étudiées que les villes secondaires.

D'ailleurs, nombreux sont les ouvrages qui leur sont consacrés (Jean-Louis Cohen et Monique Eleb sur Casablanca¹¹, Jean-Louis Cohen, Nabila Oulebsir, Youcef Kanoun¹² et sur Alger, Serge Santelli¹³; Sémia Akhrout Yaïche et al. sur Tunis¹⁴). Notons tout de



même que la Libye fait ici exception, puisque pour ce dernier cas, les chercheurs ont étudié les formes urbaines et architecturales nées de la colonisation agraire italienne¹⁵. Toutefois les villes secondaires, comme Benghazi, sont encore dans l'ombre.

Des travaux ont également été consacrés aux politiques patrimoniales. Nabila Oulebsir¹⁶, en particulier, a étudié celle qui a été menée en Algérie durant les cent premières années d'occupation, en analysant notamment le lien entre cette politique et les formes architecturales produites. Myriam Bacha¹⁷ a retracé l'histoire de la patrimonialisation en Tunisie au début du Protectorat en interrogeant le rôle des services français mais aussi celui d'acteurs moins officiels, comme les sociétés savantes, dans le processus. Et enfin récemment, au début du mois de décembre 2008, Mylène Théliol a soutenu une thèse sur l'action du service des Beaux-arts au Maroc, sur la préservation de l'art musulman et des médinas, axée sur l'étude des archives conservées localement¹⁸. Ces recherches ont en commun d'avoir abondamment utilisé des sources nouvelles (Myriam Bacha et Mylène Théliol) ou des documents jusqu'alors délaissés (cartes postales et autres « images » pour Nabila Oulebsir). Mais l'étude de la corrélation entre politiques patrimoniales et politiques urbaines reste marginale alors même que les deux champs sont totalement imbriqués.

Les sources conditionnent en grande partie les questionnements des chercheurs. Et, depuis deux décennies, un nombre sans cesse plus important de fonds d'archives, conservés en France et au Maghreb, sont mis à leur disposition. Même si les conditions

d'accès et de consultation ne sont pas toujours optimales, progressivement, la documentation issue de fonds privés d'architectes, d'urbanistes ou d'hommes politiques, d'archives municipales, de fonds de services publics divers tels les travaux publics, etc., permet d'étudier l'évolution des villes maghrébines sous un jour nouveau.

La succession des enchaînements, avec leurs logiques spécifiques et leurs acteurs qui ont articulé ces projets urbains de leurs conceptions à leurs mises en œuvre et à leurs inscriptions effectives dans l'espace, présente un vaste domaine d'investigation dont l'exploration n'est encore que partielle. En effet, ce sont les doctrines urbanistiques, architecturales et patrimoniales ayant présidé à leur évolution qui ont surtout retenu l'attention des chercheurs. Les analyses impliquent souvent une surdétermination du politique. Le rôle de la tête des administrations coloniales et celui des urbanistes et architectes reconnus sont analysés, contrairement à l'action de protagonistes moins héroïques, notamment celle des petits propriétaires et architectes privés. Les modalités d'application des projets urbains sont peu abordées. Et lorsqu'elles le sont, les



capitales (administratives et économiques) sont, aujourd'hui encore, les terrains d'investigation privilégiés ; les historiens de l'architecture et de l'urbanisme s'intéressent peu aux autres villes, à l'architecture ordinaire, de même qu'ils sont peu nombreux à analyser l'évolution des différentes médinas en période coloniale.

Notre programme propose de combler certaines de ces lacunes, grâce aux archives primaires locales, manuscrites, imprimées et bâties, qui attestent de l'écart fluctuant mais souvent important, entre le projet politique des pouvoirs publics d'une part, et les modalités juridiques, administratives, financières, techniques de mise en œuvre d'autre part. Ainsi, elles permettent de mettre à distance les schémas urbains idéalisés souvent construits *a posteriori*.

Notre programme se développe autour de deux axes : l'étude de la construction des modèles urbains, architecturaux et patrimoniaux, et l'adaptation, par une multitude d'acteurs, des modèles au contexte local (économique, politique, socio-culturel, géographique, etc.). L'enjeu est d'étudier l'évolution des villes maghrébines en situation coloniale dans toute leur complexité, sans favoriser la phase de conception des plans ou de définition des doctrines architecturales, mais en s'intéressant à toute l'épaisseur chronologique du processus, à tous les acteurs, y compris les plus ordinaires, et en s'intéressant à toutes les villes, mêmes celles dont la qualité architecturale et urbaine est discutabile.

Charlotte JELIDI

1. Jean-Frédéric Schaub, « L'histoire coloniale en question », *Annales histoire, sciences sociales*, n° 3, *Empires*, EHESS, mai-juin 2008, p. 625-646.
2. *Idem*, p. 645.
3. François Béguin, avec la collaboration de Gildas Baudet, Denis Lesage, Lucien Godin, *Arabisations, décor architectural et tracé urbain en Afrique du Nord, 1830-1950*, Dunod, Paris, 1983.
4. Saïd Almi, *Urbanisme et colonisation. Présence française en Algérie*, Mardaga, Liège, 2002.
5. Gwendolyn Wright, *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, University of Chicago Press, Chicago/ London, 1991.
6. En particulier : Giorgio Ciucci, *Gli architetti e il fascismo : architettura e città 1922-1944*, Turin, Einaudi, 1989 ; Mia Fuller, « Edilizia e potere : l'urbanistica e l'architettura coloniale italiana, 1923-1940 », *Studi piacenti*, n° 9, 1991.
7. Hélène Vacher, *Projection coloniale et ville rationalisée, le rôle de l'espace colonial dans la constitution de l'urbanisme en France, 1900-1931*, Aalborg University Press, Aalborg, Danemark, 1997.

8. Zeynep Çelik, *Urban Forms and Colonial Confrontations. Algiers under French Rule*, University of California Press, London, 1997.
9. Joe Nasr, Mercedes Volait éd., *Urbanism : Imported or Exported. Native Aspirations and Foreign Plans*, Wiled Academy, Chichester, 2003.
10. Nathalie Bertrand dir., *L'Orient des architectes, Actes du colloque international organisé par les rencontres Orient-Occident*, Villa Tamaris, La Seyne-sur-Mer, 22-24 mai 2003, Publications de l'université de Provence, Aix-en-Provence, 2006.
11. Jean-Louis Cohen, Monique Eleb, Casablanca, *Mythes et figures d'une aventure urbaine*, Hazan, Paris, 1998.
12. Jean-Louis Cohen, Nabila Oulebsir, Youcef Kanoun et al., *Alger : paysage urbain et architecture, 1800-2000*, Ed. de l'imprimeur, Besançon, 2003.
13. Serge Santelli, *Tunis, le creuset méditerranéen*, les éditions du demi-cercle/CNRS éd., Paris, 1995.

14. Sémia Akrouf Yaïche, Zoubair Mouhli, Justin McGuinness, *Tunis 1800-1950*, ASM, Tunis, 2004.
15. En particulier Federico Cresti, *Oasi di italianità. La Libia della colonizzazione agraria tra fascismo ; guerra e indipendenza 1933-1956*, SEI, Turin, 1996.
16. Nabila Oulebsir, *Les usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie 1830-1930*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2004.
17. Myriam Bacha, *Le patrimoine monumental en Tunisie pendant le Protectorat, 1881-1914, étudier, sauvegarder, faire connaître*, thèse de doctorat d'histoire de l'art, sous la direction de F. Hamon, Université Paris 4, 2005.
18. Mylène Théliol, *Le regard français sur le patrimoine marocain : conserver, restaurer et mettre en valeur l'architecture et l'urbanisme des quatre villes impériales durant le protectorat, entre 1912 et 1956*, thèse sous la direction de Dominique Jarassé, Université Bordeaux III, décembre 2008.